

Il n'est pas possible d'arrêter la marche de l'histoire. Soit. Mais, les rythmes et temporalités des dispositifs historiques étant différents, il n'existe pas une seule histoire sacro-sainte avec un cours linéaire, une fin connue d'avance, et, surtout, il n'y a pas de propriétaire de l'histoire prioritairement autorisé à l'écrire. Ce que, pour les nationalistes et autres partisans de la conception téléologique (théologique), soit l'Histoire (utilisation d'un « H » majuscule indique une certaine vénération du mot, or le culte n'admet pas une réflexion rationnelle) n'est en fait qu'une mémoire collective du groupe social au pouvoir, d'une « élite » imposée, d'une façon plus ou moins habile, à l'ensemble de la population. C'est pour cette raison que les manuels scolaires d'histoire changent, en Slovénie, en même temps que les régimes politiques : pendant un demi-siècle on y trouvait une hypertrophie de la résistance de la II<sup>e</sup> guerre mondiale (la Lutte de libération nationale) et de la construction socialiste, maintenant on s'efforce de les remplacer par une apothéose des gestes, des pratiques, des symboles, des événements, des relations sociales chrétiennes et catholiques. Les deux variantes, bien que très différentes, ne sont que deux mémoires des groupes sociaux qui se sont accaparés du pouvoir social en imposant leur « histoire » à la totalité de la société tout en réprimant les individus et les groupes tenant les autres mémoires et disposant d'autres manières de penser. Là où les sociétés actuelles disposent d'une conscience de ce glissement « révolutionnaire » - et, notamment, des relations complexes entre l'histoire et les mémoires – l'histoire en tant que discipline scientifique pourrait accéder à son autonomie et devenir capable de réflexion sur ce blocage insupportable pour la société et sur la dérogation de la liberté de penser de ses membres. Les mémoires collectives différentes de la population faisant une société sont prises et mises sous le microscope par l'histoire scientifique, qui les traite, en tant que telles, dans leurs conditionnements et relations réciproques. Elle les traite dans leur complexité, leurs interpénétrations, contradictions, leurs motivations sociopolitiques. Cela veut dire que les histoires différentes, présentées, bien entendu moyennant un appareil critique rigoureux (les crimes de l'Église restent les crimes de l'Église, on n'est pas autorisé ni d'en faire l'abstraction, ni de les faire passer sous silence, de même on n'est pas autorisé de faire l'abstraction des tueries d'après la II<sup>e</sup> guerre mondiale, mais, malgré toute apparence, cette composante d'atrocité ne suffit à elle seule pour mettre les deux séries sur le pied d'égalité et l'intellection du passé ne se résume pas en pesage des fruits de l'histoire) devraient être offertes dans les mêmes manuels pour que les élèves eux-mêmes puissent, selon les lieux de mémoire ressentis comme plus familiers, choisir le fil d'interprétation et la logique d'argumentation qu'ils devraient apprendre de maîtriser et compléter. Ils devraient apprendre aussi le respect des autres. En Slovénie ne va pas ainsi. Le règne de l'Histoire-Mémoire semble presque total.

Depuis quelques mois et au micro plan de la Faculté des Sciences Humaines de l'Université de Primorska à Koper, on peut observer la tentative de faire sombrer la mémoire collective de la minorité critique qui, elle, commençait à prendre forme au cours de ces dernières années et qui réussit, passant par des innombrables discussions, à une cohérence intérieure et à l'aptitude de continuer, avec persévérance, le débat, aussi moyennant les polémiques (en aucun cas, il ne s'agit pas d'une homogénéisation mentale de la minorité en vue de son univocité), sur ce que, par la direction de la Faculté des Sciences Humaines, soit tenu pour sa grande Mission historique ou, dans sa Mémoire-Histoire, pour sa propriété. Cette Histoire, à part de son « invention de la tradition de la Faculté », ne tolère pas une « souillure des pensants autrement » parce que cette « souillure » - on s'en doute – la situe dans une position où elle n'apparaît pas si intangible et si splendide comme elle désire à se présenter. Qu'il soit écrit clairement : nous, les licenciés, ne voulons prendre à personne ses mérites pour la création de l'université à Koper, mais chasser les gens qui ont participé, pendant les années, à la construction de l'esprit de celle-ci en travaillant et en investissant leurs forces sur une série des chantiers pionniers, bien qu'ils n'arrivèrent à Koper qu'il y a cinq ou quatre ans ou encore plus tard (peu importe) n'est pas une solution qui, dans les annales de cette université, restera comme un « chapitre impeccable ». Moi, par exemple, je travaillais à la Faculté des Sciences Humaines en tant qu'enseignante pendant six ans, pendant deux ans je dirigeais, en plus de mon travail régulier et sans rémunération quelconque, le *Collegium artium*, un organisme pour les manifestations culturelles, artistiques et scientifiques cherchant, avec succès, à mettre en relation le lieu intellectuel, que soit une université, avec la population citadine environnante. Je crois de ne m'attribuer pas trop si je dis qu'on y ait réussi avec un grand soutien des étudiants et étudiantes (notamment de leur association HUM avec Samuel Friškič à sa tête) et des certain(e)s des collègues du corps enseignant : on a fait quelques 150 manifestations bien fréquentées. Comme nous sommes pleins de vie et travailleurs, nous ne permettrons nous effacer purement et simplement des mémoires collectives plus larges de l'espace dont la composante nous étions et ne cesserons de l'être.

Dans la perspective tordue permettant la substitution de l'histoire par la mémoire, et, par ce fait, l'existence d'une conception insolite de la liberté de penser et du débat dans l'espace public civique comme elle est reconnaissable dans les écrits de la direction de la Faculté des Sciences Humaines, de même de la part du recteur de l'Université de Primorska dans ce dernier temps (*cf.* communication au public par celui-ci du 3 août 2010), la liberté de ceux qui vont flanquer 35 enseignants universitaires à la porte (la pourcentage de leur emploi effectif ne son pas de grande importance pour notre développement ), n'est pas une liberté de penser autrement mais celle des autocrates qui ne tolèrent les pensants autrement que tant qu'ils en aient le besoin et qu'il puissent les exploiter à leur profit. La liberté de la doyenne de la Faculté des Sciences Humaines, Mme Vesna Mikolič, n'est pas une liberté d'une personne responsable sur un

poste de décision mais la liberté d'une dame que son ascension sociale rapide déposa sur une position où la liberté d'un autre type, une liberté illimitée d'une personne qui, non habituée à la liberté de ses prochains, s'usurpait un canal et une fréquence libres pour exécuter un pouvoir démesuré. La liberté des doyens des facultés de philosophie de Ljubljana et de Maribor est une liberté qui excède celle de la « congrégation de doyens » du pays en ce qu'elle les emmena d'un côté à violer la loi sur l'éducation supérieure en ignorant la volonté de leurs Sénats respectifs dont ils ne sont que présidents et exécuteurs de leur volonté, et, de l'autre, à intervenir dans la politique d'emploi d'une autre institution n'appartenant pas à leur compétence. Et, bien sûr, à jouer les arbitres sans *audiatur et altera pars*. La direction de la Faculté des Sciences Humaines de Koper, après avoir pris la décision de se débarrasser d'un quart des enseignants, pour, « permettre, bien par cette mesure, une exécution non troublée et de qualité de tous les programmes d'étude » (la Doyenne de Koper, le 22 juillet 2010), usurpa le droit d'enlever la liberté aux autres, elle s'y implanta et la rongea du dedans, la fit implorer. Traiter la liberté des autres comme le champ de sa propre action veut dire jouer avec les destins des autres gens et semer derrière lui une sourde amnésie. Drôle de dixième anniversaire de la faculté célébrant l'oubli des « déplaisants » plus que ses propres efforts intellectuels (le brandissement des « points » de toutes espèces n'ayant rien à faire avec le travail intellectuel).

La rencontre de l'ignorance et de l'arrogance ne peut pas manquer à créer un symptôme. La symptomatique des écrits de la direction de la Faculté des Sciences Humaines et de ses partisans (par exemple, le peloton qui signa la lettre « ouverte » sur le « bijou de Koper ») réside dans son discours moralisateur fait de lieux communs et de papotages. Pour ces petits potentats, la lutte publique des illégalement expulsés n'est qu'une « prise de parole publique totalement inconvenante » (les doyens de Ljubljana et de Maribor, le 23 août 2010), et la présentation des faits vus du point de vue des expulsés n'est que « l'atteinte aux principes de la liberté académique » (la doyenne de Koper, le 3 août 2010). Par leurs écrits, on se rend compte soudainement que, à l'université qu'on connaît à Koper et en Slovénie, les bienséances et la morale du patelin surpassent en importance, et de beaucoup, les arguments, les fautes, les polémiques qui, depuis toujours, étaient – et le sont encore dans les milieux scientifiques sérieux – les moteurs cruciaux de la connaissance. L'incapacité de conduire une argumentation raisonnable, accompagnée par l'humiliation et l'élimination des gens (de la faculté) ayant, eux, investi leur temps en développement des argumentations intelligentes, fait preuve d'un défaut terrible de la communauté universitaire en Slovénie. Tenant compte de ce fait, je ne peux qu'être d'accord avec M. Rado Bohinc, le recteur de l'Université de Primorska : *il n'y a nul besoin de sauvetage de l'université* parce que telle qu'elle se soit montrée, par ses actes par les paroles de ses représentants, au cours de ces dernières semaines ne peut pas être sauvée. C'est qu'elle n'est pas une université. Mais ce fait ne veut nullement dire que tout le monde partage cette même idée d'université, il y en a qui en sont aux antipodes.

Par Taja Kramberger , le 5 août 2010